

## ATELIER 1 - L'ESPACE DES « COMMUNS » AU TRAVAIL

*Résumé : cet atelier s'intéressera aux manières dont l'espace est mis au travail dans les pratiques autour des communs.*

*Comment l'espace est-il vécu et incarné ? A quelles figures spatiales les acteurs se réfèrent-ils et comment s'articulent mondes réels et communautés virtuelles ? Dans quelle mesure les lieux font-ils sens dans les processus d'agir en commun ? Comment des formes d'intelligence collective contribuent-elles au développement de "tiers-espaces" ?*

*Une attention particulière sera accordée au rôle que joue la production de traces - physiques ou numériques, ainsi qu'à la place des temporalités, des mémoires collectives, ou encore des trajectoires socio-spatiales et politiques des acteurs dans ces processus.*

*Intervenants : Hugues Bazin (chercheur en sciences sociales, Laboratoire d'Innovation Sociale par la Recherche-Action), Elise Macaire (Laboratoire Espaces Travail – UMR LAVUE, ENSA Paris La Villette), Pierre Servain (doctorant en sociologie, LABERS, Université Bretagne Ouest). Récit d'expérience : Christian Grenier, Collectif Openstreetmap Lyon France.*

*Animateur : Corine Védrine (ethnologue, UMR EVS-Laure, ENSA Lyon).*

*Témoin : Pascal Nicolas-Le Strat (sociologue, Laboratoire Experice – Université Paris 8).*

Introduction et présentation par Corine Védrine.

### Hugues Bazin

---

En 15 minutes c'est plus une introduction, une proposition à la discussion que je vous propose car nous n'aurons pas le temps de développer les récits de recherche-action que j'ai eu l'occasion de développer.

J'explique en deux mots pourquoi c'est un univers instituant. J'emprunte le mot à Castoriadis, à « l'institution imaginaire de la société ». C'est dire finalement, est-ce qu'aujourd'hui on a besoin de nouveaux dispositifs, de nouvelles technicités, ou est-ce que ce qui est important c'est de **construire un nouvel imaginaire de la société** et un nouvel imaginaire de ce qu'on appelle – c'est le thème d'aujourd'hui et de la semaine – ces espaces du commun.

---

Au départ je viens du travail social donc plutôt du champ de l'action et après voir repris des études je me suis mis à la recherche-action partant du principe que ni la pensée de l'action d'un côté ni la pensée de la recherche de l'autre ne pouvaient à elles seules travailler sur une complexité contemporaine et qu'il fallait ce qu'on pourrait appeler un **tiers secteur scientifique** qu'on peut aussi appeler **recherche-action** qui permette **d'élaborer une intelligence collective**.

Donc une intelligence collective ce n'est pas juste l'addition des intelligences individuelles ou des compétences « moi je suis chercheur, moi je suis architecte, moi je suis travailleur social, moi je suis ceci, cela... ». Mais se dire que dans la forme collaborative qu'on peut construire, il y a quelque chose qui va émerger, qu'on n'a pas imaginé avant. D'où l'importance de l'imaginaire, et qui va se construire et qu'on peut appeler intelligence collective. Je vous donnerai des exemples concrets dans un instant.

Je vais commencer par un fait d'actualité qui va vous paraître très loin de nos propos. Vous êtes au courant qu'il y a eu un prix Nobel de la Paix accordé au quartet qui a servi de plateforme politique en Tunisie, issu de la société civile pour mettre en place un programme politique de ce qu'on appelait l'après printemps Arabe qui a débuté en 2011. Donc ça c'est l'actualité et tout le monde le sait plus ou moins quand on parle de printemps arabe. Ce qu'on oublie, c'est que la personne qui a été à l'origine de ce printemps-là s'appelle Tarek Bouazizi. Il est mort le 4 janvier 2011. C'est un vendeur de rue, un vendeur ambulancier qui s'est immolé pour critiquer, pour contester ses conditions de vie. Sa tentative de suicide a généré une émeute qui a été le déclencheur de ce qu'on a appelé après, la révolution tunisienne et le renversement du pouvoir de Ben Ali et donc de cette transition démocratique. Pourquoi je cite cet exemple-là ? Parce que pour moi, ce qu'on appelle cette dimension du tiers, je vais y revenir car c'est central dans la construction de la pensée de notre action, elle est justement ici. C'est-à-dire que c'est la possibilité pour des individus isolés ou collectifs à un moment donné, à la fois de poser une rupture, là elle est radicale puisqu'il en est même mort, et en même temps de créer les conditions du possible d'autre chose puisque cette économie dont il était représentant, qu'on peut appeler économie informelle, ça représente 50 à 80 % de l'économie de l'activité des pays du Sud. Il y a par exemple 10 millions de vendeurs de rue en Inde. Et ce qu'on ne sait pas c'est qu'il y en a aussi en France et que ce tiers secteur économique qu'on appelle l'économie informelle, finalement est un élément aussi d'une manière de concevoir peut-être une autre forme économique et de sortir de la dichotomie entre économie privée et économie publique. Je dis ça car on a créé un collectif qui s'appelle **Rue Marchande**, qui est avant tout centré sur Paris mais le phénomène n'est pas uniquement parisien, et qui travaille avec ces vendeurs de rue qu'on appelle les **biffins**, c'est le pendant des chiffonniers. Ce sont des gens qui récupèrent dans les poubelles et revendent dans la rue. Ils sont au cœur d'une systémique à la fois comme lieu de socialisation

car pour beaucoup d'entre eux l'espace public est une manière de socialiser leur implication, leur compétence, leur relation. Il y a par exemple des personnes à la retraite, il y a des migrants, il y a des Roms, il y a des gens qui viennent un peu de partout et qui grâce à cet espace-là créent une forme de socialisation dans l'espace public. C'est aussi une forme économique puisqu'ils réintroduisent cette notion de circuit-court, de la récupération de déchets et qu'ils revendent, donc il y a une fonction écologique directe de la récupération-vente. Non seulement pour avoir des ressources complémentaires pour eux, mais aussi pour ceux qui achètent parce que pour qu'il y ait un marché il faut aussi qu'il y ait acheteurs, et des gens qui récupèrent car ils sont aussi en faible ressource économique. Et c'est aussi un lieu vivant d'une relation interculturelle puisque ces marchés ce sont des micro-mondes. Comme je le disais on peut retrouver 20 ou 30 nationalités sur le même marché et quand les migrants débarquent sur Paris il se retrouvent directement sur les marchés biffins donc c'est aussi un vecteur puissant d'intégration. Or, ces formes qu'on pourrait appeler « interstitielles » de l'économie informelle sont pourchassées, il n'y a pas de réponse politique. C'est-à-dire qu'à la fois on ne comprend pas comment ça fonctionne et au lieu de chercher à comprendre on va réprimer ces marchés c'est-à-dire qu'on envoie la police pour dégager l'espace public. Outre la conception qu'on peut trouver hygiéniste de l'espace public qui est nouvelle qui est aussi le fait qu'on ne puisse concevoir la rue comme un espace justement de réappropriation collective, derrière il se pose une question, là on revient à cette notion du commun et du tiers-espace, c'est que ceux qui sont quelque part à l'initiative et vecteurs de cette innovation sociale, j'entends par innovation sociale la manière dont on crée cette compétence collective, créer un marché c'est une compétence collective que peu de gens savent faire et elle émerge en situation. Ceux qui sont porteurs de cette innovation sociale ne sont pas ceux qui apparaissent au niveau des décideurs, des institutions, comme légitimes à porter cette innovation puisqu'il va y avoir tout un discours ensuite qu'on va appeler de médiateur, d'intermédiaire qui va construire un discours sur l'innovation sociale mais dont ces biffins ou ces vendeurs de rue sont quelque part exclus. Quand je parle de tiers espace c'est comment réintroduire ce tiers qui n'est pas obligatoirement présent aujourd'hui, ce tiers de la population qui est aux avant-postes de l'innovation sociale, de la créativité. Non pas par choix mais par nécessité quelque part mais qui peut aussi représenter une alternative dans le sens où ces situations nous convoquent (nous = moi en tant que chercheur, d'autres en tant que travailleurs sociaux, d'autres en tant qu'économistes) pour réfléchir à qu'est-ce qui fait ces biens du commun, ces espaces du commun ou cette économie du commun. Ça nous interroge sur l'espace public, sur ce qui fait la ville, sur ce qui construit notre culture aujourd'hui. On parlait du débat identitaire... Tout ce qu'on entend aujourd'hui par rapport aux migrants... Le tiers espace nous réintroduit justement ce tiers étranger en disant « non ce n'est pas un problème, c'est une réponse ». Les marchés biffins

ne sont pas un problème, c'est une réponse. Et cette réponse et elle émerge en situation. C'est-à-dire qu'on ne peut pas la construire à l'avance, elle **se construit par la situation**. Or ça le politique n'arrive pas à le traiter parce que c'est une forme non instituée mais instituante, c'est-à-dire structurante, et parce qu'aussi, c'est de l'ordre du collectif et le politique et l'institution en général a du mal à travailler avec le collectif. J'essayais de convertir des travailleurs sociaux à l'action collective. Pourtant ce ne sont pas des choses nouvelles, dans les années 40 ou 50 il y avait tout le travail des minorités actives par exemple aux Etats-Unis dans les ghettos, il y a l'école de Chicago... tout ça, ce sont des courants qui sont connus mais qui ont du mal à passer aujourd'hui mais cette notion du tiers pose la question – c'est bien la question des communs – de qu'est ce qui fait commun et qu'est-ce qui est en commun. Cette notion du tiers nous réinterroge justement sur ce qui fait commun entre nous à partir de ce tiers-là qui est souvent exclu ou invisible à mon goût ou en tout cas n'apparaît nulle part ou autrement que sous l'injonction de la participation. Vous avez remarqué que depuis 30 ans on demande aux citoyens par exemple dans la politique de la ville de participer...et cette injonction de la participation est d'autant plus paradoxale qu'en même temps qu'on demande cette participation, finalement ce tiers-là est d'autant plus absent finalement. Il ne participe pas réellement. Le fait de participer ne veut pas dire qu'on a un pouvoir. Et créer un pouvoir c'est justement un peu la dimension aussi de la recherche-action et de tiers espace, c'est dire comment ces acteurs peuvent se réapproprier, prendre conscience d'être acteurs historique, être propulseurs, une base d'innovations sociales, vecteurs de transformation et qu'en faisant ça ils participent à un récit collectif. Comment construire ce récit collectif ? C'est un peu le but de la recherche-action et c'est comme ça qu'on a créé par exemple, je prenais cet exemple des vendeurs de rue, un collectif qui s'appelle Rue Marchande, où il y a évidemment les vendeurs de rue mais aussi des économistes, des gens qui viennent de l'innovation sociale, des gens qui viennent du travail social car l'idée encore une fois c'est qu'on se mette au service de cette situation collective. Dans ce cas-là les médiateurs qui avaient un pouvoir pour parler au nom des autres mettent leurs compétences au service d'une situation collective et j'ai envie de dire d'auto-formation réciproque puisqu'on a à apprendre, chacun dans notre champ de compétence, des autres dans la manière de s'investir. Ce qui permet, là on revient à ce tiers espace instituant et pas institué qui créer un nouvel imaginaire, de nous donner la liberté de se positionner autrement. Moi en tant que chercheur je sors de mes gonds, de ma position de chercheur pour être dans une situation de recherche-action, je me mets en décalage. Le Biffin, qui est un vendeur de rue, qui est dans une logique de service, là a la possibilité d'être dans une situation réflexive. C'est-à-dire ne pas être uniquement dans l'urgence mais la capacité à un moment donné d'être acteur de sa situation donc d'être pro-acteur et pas seulement de subir sa situation. Le travailleur social là aussi il peut faire un pas de côté et se dire que

finalement l'innovation sociale qu'est-ce que ça veut dire aujourd'hui ? Insérer dans le système économique actuel des gens qui sont exclus ? Est-ce que c'est ça la mission du travail social ? Ou est-ce que je peux me réinterroger sur ma mission en disant peut être qu'il y a d'autres formes comme celle-ci, collective et imaginée. Vous voyez, chacun dans son champ est interrogé et fait un pas de côté. Donc c'est un peu ça la dimension du tiers espace.

Devenir acteur et directement dépendant de la capacité d'avoir aussi cette pensée du tiers ou de la complexité. Je vais citer encore un autre témoignage qui est encore plus décalé en apparence de ce que je dis.

*« Dans le monde humain le temps est trois : le temps de dire, le temps de faire, le temps de voir. Ainsi, quand vient le jour où ta parole est de dire, annonce. Quand vient le jour où l'affaire doit être fait, agit. Le jour d'examiner tout ça, alors fait les comptes. Le monde humain ce sont ces trois temps là. Nous venons au monde entre des mains humaines, nous allons et allons entre des mains humaines. L'humain se fait par l'humain sans compagnie humaine on peut être humain, l'humain ne se fait pas humain à son insu. C'est pour cela qu'on dit : l'ultime remède de l'être humain c'est son prochain. »*

Ce sont des textes qui proviennent de griots du Mali, de la culture Mandingue qui est multimillénaire. Ce qui est intéressant dans cette pensée-là qui nous est proposée c'est l'introduction du chiffre trois. C'est-à-dire le fait à un moment donné de dire que notre pensée ne peut pas être binaire. C'est un renversement de l'histoire assez intéressante puisque tout le pouvoir entre autres de l'Occident s'est basé sur le fait de se capacité technique à maîtriser le vivant, à maîtriser l'humain et qui est une pensée technicienne avant tout binaire. Le fameux discours, encore pas très éloigné, de l'ancien président Sarkozy à Dakar qui dit « Vous êtes des a-historiques, vous êtes en dehors de l'histoire vous l'Afrique ». et là ce que nous enseigne ce retour au tiers qu'on est en train de vivre ici en France et dans les pays Occidentaux c'est que finalement on réintroduit cette pensée de la complexité qui est propre à la dimension humaine et qui est une manière là aussi de reconstruire l'histoire qui n'est pas justement une histoire techniciste, qui n'est pas l'histoire technicienne, celle sur laquelle s'est basée par exemple la révolution industrielle... Je dis ça et je prends cet exemple-là par une sorte de renversement de l'histoire en disant que ceux qu'on traite d'a-historique sont finalement ceux qui peuvent nous enseigner comment construire l'histoire aujourd'hui une fois qu'on sera d'une certaine manière débarrassée, pas de la technologie en tant qu'outils technique mais de la norme technicienne comme performance pour maîtriser le monde. Donc réintroduire ce champ de la complexité et cette dimension du tiers dans la manière d'aborder la réalité et d'aborder nos expériences collectives. On ne peut pas séparer cette dimension du tiers de la pensée, dans notre pensée collective, de la dimension du tiers dans l'action collective. C'est-à-dire, comment, à un moment donné laisser une place à ce tiers qui peut nous interroger qui est donc à la fois celui qui nous interroge sur l'alterité

mais qui est aussi un levier d'action. Il faut être trois pour faire levier. On ne peut pas faire levier à deux. Il faut être trois pour avoir une pensée complexe. Sinon on est dans une dichotomie : privé/public... Là par exemple je vais intervenir dans une recherche-action sur « laïcité, fait religieux » qui est encore là un fait d'actualité. Et voilà on est encore dans une pensée binaire. C'est soit être laïque, soit être religieux. Alors que le travail de la culture est plutôt une forme complexe qui peut très bien mixer le religieux et la laïcité comme un vecteur d'action. Du coup on est plus dans une opposition à laquelle on renvoie à l'enfermement identitaire « je te considère comme chose (musulman, jeune, biffin, pauvre...) donc je peux t'éjecter de l'espace public, de l'économie... ». Comment sortir de cette pensée chosifiant ? Comment le réintroduire dans une pensée complexe ? Après, c'est effectivement comment expérimenter mes pas, être dans l'addition des expérimentations car cela ne nous suffit pas d'expérimenter. C'est un peu nous ce qu'on essaye de faire modestement au niveau de notre réseau de laboratoires sociaux c'est de se demander quels sont aujourd'hui les espaces qui accueillent ce tiers-espace. Ça peut prendre différentes formes et je ne vais pas en faire un catalogue parce que ça serait réducteur. Mais il y a des expériences collectives qui sont sûrement présentes ici. Là je travaille et je faisais un clin d'œil dans mon texte à une expérience qui s'appelle chimère citoyenne. S'ils veulent ils prendront la parole tout à l'heure pour présenter leur expérience à Grenoble qui est un espace pour moi et une incarnation de ce qu'on pourrait appeler ces tiers espaces. Ça peut être des cafés associatifs ou citoyens, ça peut être ces espaces marchands dans l'espace public dont je parlais tout à l'heure, ça peut être des formes de hacking urbain, de détournement qu'on voit aussi dans la culture numérique qui à un moment donné détourne des process institués pour le mettre au service de process instituants, on va détourner des programmes, on va détourner du mobilier urbain, je pense par exemple à tout le mouvement contre le mobilier anti-pauvres qui éjecte de l'espace public les pauvres, et qui va détourner le mobilier urbain pour construire d'autres espaces. Cette dimension du tiers c'est à nous de la mettre en visibilité et pas obligatoirement avoir un discours surplombant mais pouvoir faire que ces îlots deviennent archipels. Faire qu'à un moment donné ça devienne symptomatique de ce qui fait aujourd'hui commun, des sociétés du commun.

---

## Elise Macaire

---

Je suis architecte, enseignante chercheur à l'école de Paris et la Villette et responsable du réseau RAMAU, je ne sais pas s'il y a beaucoup de gens du champ de l'architecture dans la salle mais c'est un réseau de la recherche architecturale et urbaine qui se préoccupe des activités et des métiers d'architecture et de l'urbaniste. Ma spécialité c'est l'étude de la profession des architectes. Aujourd'hui je vais vous faire une présentation sur un sujet qui a à voir car là on sera sur une focale qu'on va avoir sur un milieu qui est celui de l'architecture. Je vais vous présenter des formes de pratiques alternatives en milieu professionnel, autour du métier d'architecte, qui s'inscrivent dans des démarches en rapport avec la démocratie et la démocratisation de l'architecture.

Pour vous expliquer pourquoi il m'a semblé intéressant de regarder le processus de démocratisation de l'architecture je vais revenir sur cette histoire de la profession des architectes de façon très rapide pour comprendre les formes de socialisation qui sont à l'œuvre à l'intérieur du champ de l'architecture et qui interrogent la place de l'architecte dans la société et le repositionne dans des rapports à l'évolution plus globale de la société en particulier de la démocratisation de la culture.

Dans les années 70, au moment de 68, ce qu'on appelle l'école des Beaux-Arts, là où l'enseignement de l'architecture se faisait éclate et l'enseignement de l'architecture est réorganisé en France au sein de différentes unités. C'est lié à la fin d'un système d'enseignement qui est très lié à l'ancien régime qui fonctionnait par ateliers où les chefs d'ateliers étaient aussi des chefs d'agences. C'est-à-dire qu'on avait un corps professionnel extrêmement petit et peu nombreux où le pouvoir était cristallisé dans les mains de quelques personnes qui étaient à la fois ceux qui enseignaient donc qui détenaient le savoir et ceux qui détenaient le marché du travail. On était dans un système bien particulier. Ce qui se passe dans les années 70, ce système s'effondre et on assiste à un mouvement de socialisation au sein du champ parce qu'on assiste aussi à une massification de l'architecture à travers le nombre de professionnels qui entrent sur le marché du travail et on voit l'extension du champ à travers différents domaines. A la fois le salariat se développe énormément mais la notion même d'architecture est réinterrogée, intégrant des thématiques nouvelles comme l'environnement, le paysage... Des choses qui réinterrogent l'urbain. On sort de l'idéologie du lien à l'édifice et au monument et la discipline elle-même est réinterrogée. Par ailleurs, un ensemble de débats au sein de la profession et dans le corps politique amène au vote d'une loi qui s'appelle la loi sur l'architecture qui régule la profession mais aussi qui institue un ensemble d'institutions dont les CAUE qui ont pour vocation de produire du service public d'architecture. J'insiste un peu sur cette loi car c'est elle qui décrète l'architecture d'intérêt public et ça me semble intéressant de l'évoquer pour voir ensemble comment les communs réinterrogent cette question de l'intérêt public. Dans



Le champ de l'architecture dans les années 70 se formalise autour du champ un ensemble de choses autour du service gratuit d'architecture... Le processus de démocratisation est déclenché. Par ailleurs, le champ professionnel développe des démarches de sensibilisation à l'architecture. C'est-à-dire que des architectes - notamment dans le cadre des CAUE, des organismes qui font le conseil en architecture, en urbanisme et en paysage et CAUE c'est le terme environnement - développent de nouvelles professionnalités et des compétences autour de la pédagogie et de la diffusion de la culture. Plus tard, ces missions de diffusion de la culture sont transférées également au sein des maisons de l'architecture qui sont des associations souvent en lien avec les conseils régionaux de l'ordre donc c'est plus généralement dans la profession que se généralise cette idée de la diffusion de la culture architecturale. Chose aussi qui va se renforcer au cours des années 2 000 notamment avec la mise en place des classes à projet artistique et culturel avec l'arrivée de Jack Lang au ministère de l'Éducation nationale, où de nombreux ateliers sont faits en milieu scolaire avec des architectes. Tout ça pour vous donner un paysage de ce qui se passe depuis les années 70 jusqu'aux années 2000 autour de cette question de la diffusion de la culture architecturale. Ce qu'on observe derrière ces activités là ou ces modes de faire autour de l'architecture c'est qu'il y a plusieurs idéologies qui se dessinent. Notamment il y a une idéologie qui fera apprendre aux gens ce qu'est l'architecture, donc il faut leur apprendre en quoi la production des architectes elle est bien ou pas parfaite. Et d'autres qui disent que l'architecture est juste un moyen de réinterroger la place de chacun dans la société, dans l'espace public et de voir comment on peut utiliser cette discipline pour produire de la citoyenneté. Autour de cette question-là s'opposent des postures professionnelles.

Je reviens aux années 90 autour des mutations dans le champ de la culture parce que les collectifs que j'ai étudiés émergent à cette période-là et par des alliances et des interactions avec le champ de la culture vont dessiner progressivement une nouvelle professionnalité. Certains se lient avec le champ des arts de la rue dans l'idée qu'il s'agit d'intervenir dans l'espace public pour se rapprocher des publics, des habitants pour réinterroger la fabrication en commun de l'espace public et il y a un certain nombre de connexions qui vont se faire dans ce cadre-là avec les arts de la rue mais aussi avec ce qu'on a appelé les nouveaux territoires de l'art. Ce sont des lieux artistiques qui sont installés dans des friches, pour beaucoup ce sont des friches industrielles, et où certains collectifs vont construire des collaborations sur l'intervention dans ces territoires. L'espace devient le lieu de l'intervention du travail artistique. C'est-à-dire qu'à travers le travail de ces collectifs que j'ai observé il y a des compétences en pédagogie qui se développent autour du travail en collaboration avec les publics mais aussi des compétences artistiques bâties en rapport avec les milieux artistiques. L'espace devient un lieu de créativité et une interface qui permet de construire du lien avec l'autre. Ce matin on a parlé de l'autre. Pour les architectes cette



question de l'autre est très importante. Et là il se passe quelque chose dans la reconfiguration du rapport à l'autre.

Les collectifs que j'ai étudiés sont essentiellement ceux fondés par des architectes mais il en existe évidemment bien d'autres où il y a des urbanistes, des paysagistes, des gens de la culture... donc ce ne sont pas que des collectifs d'architectes. Néanmoins les architectes sont très présents et j'ai regardé comment la professionnalité se reconfigure. Ce qui est intéressant c'est de voir que pour beaucoup ce sont des associations ou des coopératives. Là, se développent des modèles économiques particuliers.

Je vais aborder des exemples issus d'un séminaire qui a eu lieu en 2007, donc ça fait assez longtemps, où les collectifs ont été créés entre 95 et 2005 et se sont rencontrés autour de leurs pratiques et de comment ils pouvaient qualifier leur pratique. Ce sont des choses qui structurent l'idéologie professionnelle en cours d'élaboration.

Tout d'abord, la façon dont une interrogation sur les usages se fait dans l'hybridation avec une réflexion sur l'art. Ce que j'ai appelé ici l'art des usages. C'est-à-dire que les usages sont réinterrogés comme des lieux de la créativité. Il ne s'agit pas simplement d'observer les usages pour savoir comment on va faire de la bonne architecture mais il faut aussi inventer les usages et fabriquer du commun autour des usages avec les gens. Souvent ça se fait autour de la rencontre. Cette thématique de la rencontre et du partage est très présente. J'emprunte à Pascal Nicolas-Le Strat le terme de politique des usages. C'est-à-dire qu'il y a des choses qui se font dans des expérimentations sur le voisinage. Là c'est un exemple du travail d'un paysagiste sur le voisinage et comment avec les habitants de sa rue il a réussi à transformer la rue, l'espace urbain, par une dynamique liée à, moi j'appelle ça une sorte de mimétisme pédagogique. C'est-à-dire qu'il a lancé la chose, la transformation, et ça a lancé un débat dans la rue qui a amené les habitants à eux-mêmes se réapproprier la rue.

D'autres s'interrogent beaucoup sur la question de la capacitation. C'est-à-dire comment donner les moyens de faire ?

Je voudrais insister sur deux autres thématiques qui sont importantes. Comment une rhétorique se développe autour de la démocratie pour repenser le modèle de responsabilité professionnelle. C'est-à-dire que les architectes ont une déontologie, etc. Et cette déontologie même est réinterrogée à travers les enjeux de démocratisation.

Après il y a tout un registre d'actions qui est développé autour du faire ensemble, du faire avec. Je ne connais pas du tout la question des communs, ce n'est pas mon domaine, mais entre 95 et 2005 elle n'émergeait pas en tant que telle.

Ce qui me semble intéressant de retenir c'est qu'il y a là quelque chose qui se joue dans le rapport à l'intérêt public et à l'intérêt général. On en a parlé ce matin. Ce sont des associations qui se revendiquent pour beaucoup de l'intérêt général même si d'autres ont muté sur le modèle de coopérative... et le réinterrogent dans la fabrique avec les gens.

L'intérêt public qui une référence commune aux architectes est là aussi est réinterrogé dans le faire ensemble.

On parlait du tiers tout à l'heure. J'ai beaucoup employé le terme d'alternatif. C'est-à-dire la création de l'autre, comment être un architecte autre, sortir du modèle dominant de l'exercice professionnel et renouveler de cette manière-là, la manière de penser la création et de penser le travail d'architecture. Par rapport à cette question des communs, j'emprunte ici le terme de grammaire à Judith Le Maire qui a fait une thèse sur la grammaire de la participation où elle historicise la question de la participation et elle utilise cette question de commun. Ce qui pour moi fait écho aux communs par rapport à ces professionnels là c'est le principe du partage et de la coproduction, l'idée de produire démocratiquement. C'est-à-dire de radicaliser la production architecturale dans une manière de faire démocratique. Ensuite on voit se généraliser dans les pratiques l'esprit coopératif. C'est-à-dire que ça renvoie aussi à des thématiques qui ont été abordées ce matin autour de comment s'auto-organiser, comment donner les moyens aux habitants de s'auto-organiser et de gérer un certain nombre d'espaces.

---

## Pierre Servain

---

Je vais vous parler de l'habitat participatif. Comme une majorité de personnes est architecte je vais commencer à dire quelque chose dont je ne vais pas parler : le rapport entre l'habitat participatif et les architectes. Parce qu'il y a plein de choses très intéressantes à avoir, sur le sens, en quoi ça réinterroge le sens du métier de l'architecte de travailler avec de l'habitat participatif qui est un habitat assez particulier et la méthodologie. Je ne vais pas en parler mais je vais vous inviter à lire deux textes : le dossier « effervescence de l'habitat participatif », il y a un texte très intéressant un texte intitulé « entre militance et compétences », c'est la question de qu'est-ce qui est important dans l'habitat participatif pour choisir un architecte, est-ce qu'il faut qu'il soit compétent ou est-ce qu'il faut qu'il soit militant. C'est les deux mais il y a une sorte d'inversion comme quoi c'est plutôt la militance qui est importante. Ce qui pose question après en termes de méthodologie. L'autre référence c'est un livre qui s'appelle « Habitat autogéré » sur le MHGA : Mouvement de l'habitat groupé autogéré, qui est vieux car il date de 1983 mais il n'y a pas de meilleur livre sur l'habitat groupé jusqu'à présent alors qu'il y en a pas mal qui sortent actuellement. Il ne pose la question de la compétence ou de la militance mais à quel point on s'engage dans un rapport personnel en disant que, de fait, dans l'habitat participatif on s'engage personnellement mais ça pose de sérieuses questions dans sa posture professionnelle.

Je vais parler de la notion d'espace dans les habitats participatifs en commençant par définir l'habitat participatif comme « une mise en commun de l'habitat volontaire et limité entre plusieurs foyers ». Je veux dire par là que c'est une forme de démarche qui est surtout à prendre en compte plutôt qu'un type de logement.

Il y a des logements comme ça depuis les années 70-80, qui ne s'appelaient pas à cette époque « habitat participatif » mais qui s'appelaient « habitats groupés autogérés ». Il y avait un mouvement de l'habitat groupé autogéré. Il y a un creux dans cette démarche dans les années 90. Il y a une renaissance depuis les années 2000 qui a hésité à savoir comment il s'appellerait et depuis 2014 on appelle ça l'habitat participatif. Je ne vais pas vous faire le détail de tous les autres noms qui a failli avoir. En tout cas c'est un réseau qui est aujourd'hui en structuration, en institutionnalisation. Il y a un réseau des architectes qui est en train de se mettre en place là maintenant depuis les dernières rencontres nationales de l'habitat participatif qui ont eu lieu à Marseille il y a quelques mois.

L'habitat participatif est quelque chose de très minoritaire. En France on parle de centaines de projets actuellement et de dizaines de réalisations. C'est extrêmement minoritaire et pourtant il y a plein de presses, il y a plein de chercheurs sur cette question, il y a la politique publique qui s'investi beaucoup, il y a même un article de loi qui est passé là-dessus, c'est assez incroyable en y pensant, faire une loi pour une dizaine de réalisations. Je pense que ça

---

se justifie par le fait que l'habitat participatif est porteur d'un projet original qui répond à des attentes en matière d'habitat et à mon sens c'est une reconfiguration du privé, du commun et du public dans l'habitat, au profit relatif du commun.

Quand je dis que « l'habitat participatif est une mise en commun de l'habitat volontaire et limité entre plusieurs foyers » je dis que c'est limité d'une part parce que c'est limité par l'espace public mais aussi par l'espace privé. C'est-à-dire que l'habitat participatif c'est pas du tout une négation des espaces privés au contraire même en termes de m<sup>2</sup> il y a beaucoup plus d'espace privé que quoi que ce soit d'autre. L'habitat participatif se fait en opposition à tout ce qui est habitat isolé et habitat isolant, du chacun chez soi, sans rapport avec les voisins ou en tout cas minime. Mais on ne renonce jamais à la forme privée de l'habitat. Les habitants et les militants de l'habitat participatif disent souvent qu'ils ne font pas de l'habitat communautaire, ils font complètement autre chose. Il y a un slogan qui est souvent repris c'est « vivre ensemble chacun chez soi ». Le chacun chez soi c'est l'espace de la famille, l'espace des foyers sachant que là-dedans je peux comprendre une personne aussi dans un foyer. Il y a l'institution de la famille qui est importante et il y a cette idée là d'un logement = une famille classique, très classique. L'habitat participatif reste là-dedans. C'est l'essentiel de la surface des logements, on parle des chambres, des salons, des salles de bain, des cuisines. Une petite note, sur la cuisine j'ai jamais entendu parlé d'habitat participatif en France sans cuisine privée. Sachant qu'aux Pays-Bas où il y a des équivalents, il y a des cuisines partagées mais ça dit beaucoup sur qu'est-ce ça veut dire le privé. C'est une notion qu'on peut remettre en cause mais quelque part il y a quelque chose où c'est la familiarité qui se construit au quotidien. Quels sont les espaces où il y a une familiarité qui se construit au quotidien ? En France il y a la cuisine. Finalement l'habitat participatif on pourrait dire que c'est plusieurs habitats privés quasi-autonomes qui se regroupent dans un même ensemble. Ce même ensemble c'est quelque chose en plus, ce n'est pas quelque chose à la place de. C'est-à-dire que ça n'annihile pas l'espace privé. Cette notion d'autonomie des foyers, ça a un sens particulier pour les seniors qui est devenu un public très important des projets d'habitat participatif et il y a un exemple ici avec les Chamarel. Pour eux le rejet principal ce n'est pas tant l'habitat communautaire qu'un autre type d'habitat qui contraint l'autonomie des foyers et j'entends par là la maison de retraite dans sa forme classique en tout cas. Pour l'habitat participatif pour les seniors en général c'est de former une solidarité entre voisins, très serrées, très forte, très puissante, non seulement contre l'isolement mais aussi pour maintenir une autonomie dans son propre habitat privé. Maintenant j'en arrive à l'espace mis en commun qui est un peu l'essentiel de ce que je vais dire maintenant

Ce n'est pas la proportion principale des habitats participatifs mais c'est ce qui est le principal en termes de sens de la démarche. Je rappelle la définition de l'habitat participatif, en tout cas la mienne, c'est « la mise en commun de l'habitat entre plusieurs foyers ». Il y a

d'autres habitats qui mettent en commun aussi, je ne vais pas rester là-dessus mais en tout cas c'est minoritaire. Qu'est-ce qu'on met en commun dans les habitats participatifs ?

Philippe Bonin qui est l'auteur de ce livre de 1983 des mouvements de l'habitat groupé autogéré distingue deux types d'espaces communs : les espaces utilitaires et les espaces communs de rencontre.

Les espaces communs utilitaire c'est les espaces nécessaires au bon fonctionnement des logements qu'on regroupe par souci d'économie, de rationalité financière de l'espace. Les espaces de distribution, les buanderies, les locaux à poubelles, les parkings. C'est intéressant de savoir ça car après qu'est-ce qu'on entend par espaces communs. Si on dit espace commun parce qu'on a des parkings communs c'est limité. L'habitat participatif se définit surtout par le deuxième type d'espace commun qui est donc de rencontre. Des espaces en plus qui n'auraient pas été construits sans la démarche de mise en commun volontaire de l'habitat. On y trouve des salles des fêtes, des ateliers communs, des salles pour les enfants, des chambres d'amis, des maisons communes. Ce sont bien des choses en plus. Donc selon toutes mes sources, en habitat participatif, ces espaces communs c'est 10 à 20 % de la surface habitable des logements. C'est-à-dire que c'est énorme par rapport aux logements classiques. Pour comparer dans les HLM, les locaux communs résidentiels c'est 150 m<sup>2</sup> pour 100 logements. On est pas du tout dans la même proportion. Ces espaces communs souvent dans les habitats participatifs c'est des espaces centraux, visibles, mis en avant, mais pas toujours. Parfois au contraire c'est des espaces relégués, par exemple les moins ensoleillés. C'est parce qu'il y a une tension très importante autour de ces espaces justement par leur caractère en plus des espaces privés.

Je vais citer projets participatifs. Je suis en Bretagne donc mon terrain c'est des projets bretons. Il y a le Fil en Morbihan, il y a la Scierie en Ille-et-Vilaine et il y a Ecoumène en Finistère. Tous les trois se regroupent sur un truc assez étonnant c'est qu'ils ont construit des espaces communs en disant tous qu'ils ne savaient pas trop à quoi ça allait servir. « On verra bien, c'est un espace de potentiels, c'est un espace de possibles mais on ne sait pas trop ». C'est difficile de dire à quoi ça va servir donc c'est une idée séduisante mais quand même, imaginez-vous qu'il faut le financer cet espace. Ça signifie que les débats peuvent être âpres. Il y a une opposition des fois furieuse entre ceux qui veulent, ceux qui ne veulent pas et ceux qui ne peuvent pas financer un espace dont l'utilité n'est pas avérée et ceux qui y tiennent. Il y a même des gens qui ont dû quitter des projets parce qu'ils n'avaient pas les moyens. Rendez-vous compte de la violence qu'il y a pu avoir dans les débats. Il y a une certaine notion de luxe à fabriquer de l'inutile. En tout cas quelque chose de non-utilitaire ce qui n'est pas exactement la même chose. S'il y a bien une tendance générale en matière de financement de l'habitat participatif c'est que les espaces communs sont vécus comme une variable d'ajustement. C'est-à-dire que faute de moyen ce sont les espaces qui ont les matériaux les

moins nobles, les moins bonnes finitions, qui seront construits plus tard voire même pas du tout si on n'a pas l'argent. Le plus souvent ce sont des financements à part. Alors ça c'est vrai pour les privés qui financent eux-mêmes leur habitat. C'est encore plus vrai à partir du moment où il y a des bailleurs sociaux dans le financement. Il y a de plus en plus d'habitats participatifs avec des bailleurs sociaux. Alors là, tout ce qui est espaces communs, tout ce qui est gestion de l'espace commun et tout ce qui est financement de l'espace commun c'est une problématique quasi-insoluble pour les bailleurs sociaux. Il y en a qui y réfléchissent mais ce n'est pas du tout dans la culture des bailleurs sociaux.

Il y a un exemple assez significatif qui s'appelle les voisins volontaires à Lorient en Bretagne. Le bailleur social finance les logements des futures locataires sociaux mais pas leur contribution aux espaces communs de rencontres. Donc l'association s'est mis dans l'obligation de faire un appel à dons. Si vous voulez faire un appel à dons, les voisins volontaires à Lorient. Mais c'est bien pour vous dire aussi que statutairement dans le dispositif il y a une sacrée question de financement des espaces communs. Ça pose problème mais c'est essentiel pour plusieurs habitants. Il y a un habitant du Fil de Lorient qui disait « nous on a tenu bon dans le débat car sans espace commun il n'y a pas de projet ». Parce que l'espace commun c'est finalement pensé comme le lieu où se réalise la particularité de l'habitat participatif qui est un projet porteur de sens, c'est de construire du commun dans l'habitat. On parle de faire ensemble, de la convivialité, des apéros, du repas, des bricolages, du jardinage, des réunions aussi, de la gestion, de la musique, de la fête, de l'hospitalité... C'est la construction du commun. Ça facilite, ça incite et c'est aussi le symbole le plus visible. En un mot à quoi ça sert d'avoir des espaces communs ? Quel en est le sens ?

C'est de faire en sorte que ce soient des espaces habités parce qu'il y a des espaces communs de fait dans tous les logements collectifs, dans les HLM, dans les copropriétés... Sauf que ce sont des lieux qui ne sont pas appropriés. Des lieux qu'il faut laisser neutre, des lieux qu'il ne faut pas habiter parce qu'il faut que ce soit propre. Et si jamais il y en a qui se l'approprient justement c'est dans une logique d'appropriation illégitime, c'est dans une logique de lutte de territoire, c'est dans quelque chose qui n'est pas autorisé et là il faut appeler la police à la limite. Alors que justement là, l'intérêt c'est au contraire, collectivement, on s'autorise à habiter le lieu, on s'autorise à y mettre de la décoration, on s'autorise à y mettre du sens, on s'autorise à y laisser du bordel. Quelqu'un disait qu'un habitat participatif se reconnaît par le fait qu'il y a du bordel. Mais pas du bordel par manque d'autorité. Au contraire, du bordel par autorisation à habiter le lieu. Je vais terminer par quelques illustrations.

A la scierie il y a un endroit assez étonnant c'est qu'on rentre dedans mais en fait il n'y a pas de porte pour rentrer. On rentre à l'intérieur mais on ne sait pas trop si on est déjà à l'intérieur ou pas parce que visiblement c'est habité. C'est-à-dire que c'est tout en bois, il y a des baies vitrées énormes, on peut voir à l'intérieur des habitats, il y a du bordel partout et

visiblement c'est habité. Et pourtant on a pas eu l'autorisation de rentrer car il n'y a pas eu de porte, pas d'interphone. Ce genre de lieu là étonne parce que ce n'est pas habituel d'avoir des espaces communs qui soient habités. Voilà tout l'intérêt d'habiter des espaces communs. J'en arrive à qu'est-ce que ça veut dire espace public. Est-ce que c'est des espaces neutres qu'on ne s'autorise pas à habiter ?

IL y a une forme de mise en public aussi dans les habitats participatifs, dans le sens où à partir du moment où c'est des projets comme ça, les habitants ne se positionnent pas seulement en habitants mais aussi en citoyens qui essaient de présenter leur projet selon quelque chose de l'ordre de l'utilité publique, sociale. Ce qui est une sorte d'exposition de son projet, de soi à des inconnus qui ne sont pas forcément concernés. Ce n'est pas la même logique que le commun pour le coup.



---

## Christian Grenier

---

Je fais partie des contributeurs OpenStreetMap. Il n'y a pas vraiment de hiérarchie dans cette association, dans ce projet donc je ne peux pas vous dire « je suis responsable de... » je ne suis responsable de rien du tout. C'est un peu dans la logique des communs.

L'idée de ma présentation c'est de montrer un produit immatériel puisqu'informatique, libre et de s'interroger sur en quoi est-ce que ça pourrait être un bien commun. Qu'est-ce qui fait que ça peut potentiellement être un bien commun.

OpenStreetMap c'est une cartographie libre du monde, venu du questionnement d'un étudiant anglais qui s'est dit qu'il existe beaucoup de cartographies mais que la plupart sont propriétaires. Donc il y a des problèmes de licences, on est éventuellement obligé de les acheter, en termes de créativité elles ne répondent peut-être pas aux besoins, elles sont peut-être incomplètes. Cette personne, Steve Coast, était ennuyé parce qu'en Angleterre c'est comme en France, ils ont un organisme qui est équivalent à l'IGN qui est public et qui vend les cartes. Il a dit qu'il fallait trouver une solution donc il a monté un projet de cartographie libre. Cette cartographie elle est basée sur une base de données d'informations collectées par tout le monde, mais ces informations sont sous licence ODBL. La licence ODBL c'est une licence ouverte qui est la même chose que le CCBy dans le domaine du libre mais c'est appliqué aux bases de données. L'idée c'est que chacun peut amener des informations qui permettent d'enrichir cette base de données. De diverses manières. Au jour d'aujourd'hui, pour vous donner l'importance de ce projet, qui est devenu franchement international, il y a 2,3 millions de personnes dans le monde qui sont inscrites, qui renseignent les cartes. Grosso modo on est à peu près 10 000 en France à faire ça, voire peut être un peu plus. Il y a 3 milliards de points identifiés qui permettent de construire des routes, de repérer des objets... Il y a 50 millions de km de route qui sont tracés. On est un concurrent notable à google maps. J'ai mis quelques exemples des thématiques que ça recouvre. C'est tout ce qui est géo localisable. En tout premier on pense aux cartes routières, aux cartes des chemins mais ça peut être des édifices, ça peut être de qu'on appelle des points d'intérêt (pharmacies, écoles, pizzeria, les cabines téléphoniques, les bornes incendie, les ascenseurs pour les handicapés...). Avec tous ces éléments on peut produire des services. Une simple carte papier ou une carte consultable sur Internet. Il peut aussi y avoir des services qui soient des itinéraires. Ce que vous faites sur google maps se fait très bien sur openstreetmap (OSM). Vous allez donner un point de départ un point d'arrivée il vous dit par où il faut passer. On peut aussi charger cette base de donnée sur certains GPS et remplacer la carte du GPS par la carte OSM quand cette carte est plus à jour. Comment est-ce que ça se construit ?

C'est du *crowdsourcing*. C'est-à-dire que c'est fabriqué par la foule, par tout un chacun. Au tout départ les gens se sont déplacés avec leur GPS en poche pour enregistrer la trace du

chemin qu'ils ont fait. Ensuite sur leur ordinateur ils ont dit « ce bout de chemin que j'ai fait là, j'étais sur une route j'en suis sûr. Après je suis descendu de ma voiture j'ai pris un bout de voie piétonne pour aller jusqu'à chez moi... » ça leur a permis d'identifier leur chemin, éventuellement s'ils connaissaient le nom de la rue et de la voie piétonne de le renseigner et de dire si c'était en béton, en goudron... C'est une méthode pour faire. Une autre méthode était aussi avec une carte papier de dire « Ici je vais rajouter un bout de chemin qui n'existait pas, je viens de découvrir en me promenant qu'il existe, j'ai repéré son nom sur le panneau et rentré à la maison sur mon ordinateur je compléterai. ». Depuis ça a beaucoup évolué parce qu'on a des cartes satellites qui nous ont été offertes, avant par Yahoo maintenant par Bing et on peut directement sur ordinateur à partir d'une vue aérienne, tracer des objets par exemple des lacs, des barrages, des voies ferrées, tout un tas d'autres objets complémentaires. Tout ça enrichissant toujours la fameuse base.

Quand on a récupéré nous informations de diverses manières on a des logiciels qui permettent de tracer les bouts de chemin, les segments qui permettent de faire apparaître une carte comme ici, ça c'est un autre éditeur. Toutes les informations qui nous permettent de fabriquer la carte sont constituées de trois types d'objets. Des points, des nœuds, ou bien on relie ces points entre eux, ça peut être des lignes. Une route en réalité c'est un certain nombre de points reliés par des segments. On a aussi sur une carte des surfaces, ça peut être celle d'un bâtiment, d'un jardin public, d'une forêt, d'un lac. On a la possibilité de faire des polygones pour représenter des surfaces. C'est un système assez simple. Une fois qu'on a fabriqué les objets on leur donne une appellation. Vous voyez que par exemple des segments on peut dire qu'un bout de segment blanc, un chemin, une route peut être résidentielle ou tertiaire. On a fait des catégories : tertiaire, primaire, secondaire, résidentiel, pistes, chemins piétonniers. Comme je disais on peut avoir des objets qui sont des surfaces comme un bâtiment ou un jardin.

Pour OSM, la ressource, le produit de départ c'est la base de donnée. L'idée était de faire une carte mais le produit est une base de données qui s'enrichit très très vite.

Ce que je projette est un exemple sur Paris qui a commencé en 2004. En 2006 en France ce n'était pas très connu. Les étudiants communiquent pas mal entre eux. En 2007 les grands axes étaient tracés, en 2008 ça a pas mal avancé. Maintenant je ne dirais pas qu'il y a tout parce qu'il n'y a jamais tout mais compte tenu que le produit s'adapte au service il y aura encore beaucoup de choses qui vont se rajouter. Vous voyez que c'est quelque chose de très abouti.

Par rapport à cette base de données, notre étudiant de départ avait besoin d'une carte libre mais les besoins se sont complétés par la suite lorsqu'il y a eu des catastrophes humanitaires comme par exemple le tremblement de terre à Haïti en 2010. Bing ou Yahoo ont offert leurs vues aériennes pour qu'on puisse retracer la carte de Haïti qui n'avait plus de route, qui

n'avait plus rien pour que les médecins et les organismes humanitaires puissent se déplacer et puissent très rapidement faire une cartographie de l'île avec les routes qui existent encore, les ponts qui sont détruits, les bâtiments qui n'existent plus... C'est un exemple de service qui peut fonctionner à partir d'OSM. Il s'en est créé beaucoup d'autres peut être un peu moins humanitaires mais très intéressants. Lorsqu'on a besoin de réaliser une carte de sa ville, de sa commune avec un index pour mettre dans les abribus on peut très bien récupérer la carte OSM, il y a un petit logiciel. Je ne vous ferai pas de démonstration ça prend un petit peu de temps. Il permet de donner la commune qu'on veut représenter et on lui dit de nous fabriquer la carte et immédiatement en l'espace de 30 secondes il nous fabrique tout ça. Il n'y a rien à écrire, rien à faire. N'importe quelle commune de France. Si vous voulez faire la présentation quelque part de votre commune, vous avez besoin d'aider les gens à se repérer, vous pouvez leur proposer ça. Il existe encore bien d'autres services. Well maps c'est un projet qui a décidé de faire une cartographie pour handicapés. Toujours pareil, à partir de la base de données de la carte puisque les routes, les ascenseurs enfin les objets sont identifiés comme réservés ou pas aux handicapés ou avec une certaine facilité d'accès. Il y a des gens qui ont construit un site qui permet de se créer des itinéraires pour handicapés. Quelqu'un en fauteuil roulant peut savoir s'il peut ou non aller d'un point à un autre car il y a un escalier qui va l'en empêcher mais il va peut-être pouvoir le contourner avec un ascenseur réservé aux handicapés qui a une facilité d'accès dans trottoir mais avec une rampe d'accès pour qu'il puisse monter dans l'ascenseur...

Il y a une foultitude de projets qui se constituent maintenant autour d'OSM. J'en ai cité quelques-uns là mais il y en a bien d'autres.

Open Fire Maps c'est pour les pompiers qui ont trouvé intéressant d'avoir une carte qui leur permet de savoir où il y a les bouches d'incendie qui fonctionnent. Les collectivités ont des plans mais des fois la borne d'incendie a été renversée par un camion et elle n'a jamais été remise en place. C'est comme le cadastre. Il existe en France, c'est la référence. On a l'autorisation de le copier dans OSM pour le mettre à jour mais on se rend compte parfois que le cadastre est vieux de 5 ans. Des bâtiments ont été détruits, reconstruits et le cadastre n'a pas encore été mis à jour. Il est donc intéressant d'avoir comme ça des projets qui permettent de vivre plus près du temps réel.

Géovélo c'est aussi une application intéressante qui permet de se faire des itinéraires en vélo en privilégiant les modes doux. On veut aller de la place Bellecour à Vaulx-en-Velin mais sans passer par les grandes routes mais en privilégiant plutôt les pistes cyclables. Ce site-là permet de donner un tracé intéressant.

OpenSeaMap c'est la cartographie marine. De la même manière que sur les routes mais en mer, on a les voies maritimes, les balises, les phares, tout ce qui permet de naviguer en mer. OSM est un projet mature qui offre plein de potentialités, qui a de nombreux outils, de

nombreux services autour. Que l'utilisation peut être facile, qu'il existe des outils pour cartographier, pour taguer, c'est une communauté ouverte.

Le but de mon exposé maintenant que vous avez une petite idée de ce qu'est OSM, c'est-à-dire d'un produit libre qui n'est pas un logiciel libre mais bien un produit libre. Je ferais ici une petite nuance. Comment un produit libre peut devenir un commun ?

A mon sens il y a plusieurs conditions. La définition des communs est assez variée selon l'endroit où on la lit et elle évolue. Pour que quelque chose devienne commun en premier il faut qu'il y ait un besoin. Dès l'instant qu'il y a un besoin, à partir d'une ressource, comme l'eau, l'air mais aussi les mathématiques ou toute forme de connaissance donc des choses qui sont immatérielles. Il faut qu'il se crée une communauté qui soit d'accord sur des règles pour gérer ce commun, lui donner déjà le pourtour, la frontière, maintenir ce commun en vie pour qu'il ne disparaisse pas. Et il faut que le produit, le service ou la chose qui est constituée soit maintenu en vie. Je ne veux pas être trop stricte sur le langage car si j'utilise qu'un seul mot on a tendance après à le catégoriser parfois à tort, on le voit quand on dit bien commun, certains l'associe au mot bien alors que ce serait plus intéressant de l'associer au mot commun – Dès l'instant qu'une communauté le périmètre de la chose qui serait commune et les règles avec lesquelles on l'utilise, il faut s'interroger sur comment est-ce qu'on peut maintenir cette chose pour ne pas qu'elle se dégrade et comment est-ce qu'on peut la faire survivre dans le temps. Les livres par exemple, pour faire survivre les pensées qui sont écrites dans le livre, pour faire survivre les livres, il faut qu'il y ait des bibliothèques. Pour faire survivre un bien immatériel telle qu'une base de données il faut qu'il y ait des ordinateurs, qui ne s'éteignent pas même si les gens ne sont plus là. Enfin, pour que ce soit un bien commun, je pense qu'il faut que ce soit transmissible dans le temps de manière intergénérationnelle et multiculturelle. Un bien commun ne peut pas être catholique, musulman... Quand je parlais tout à l'heure d'une communauté pour gérer un bien commun, l'humanité est une communauté. Il faudrait voir la communauté à cette échelle là pour les biens communs.

---

## Discussions

---

C'est une question qui s'adresse au chercheur sur l'habitat participatif.

Vous avez évoqué tout à l'heure les différences entre les différentes sociétés, c'est-à-dire les Pays-Bas, le Danemark, pays du nord, pays du sud... Est-ce qu'il voit de grandes différences et comment ça s'articule ?

### Pierre Servain

Il y a beaucoup de différences et je ne sais pas par où commencer.

Il y a beaucoup plus de projets dans les pays nordiques et en Allemagne et en Belgique qu'en France où c'est venu beaucoup plus tard. En un mot je pense que ça tient à quelque chose de culturel. C'est-à-dire que justement, par rapport à la notion de commun, en France, il y a une sorte de défiance immédiate à tout ce qui est entre soi qui est lié avec la notion de communauté qui est quelque chose de rejeté politiquement parlant. Alors que là où il y en a le plus, le mot même communauté est valorisé. Il y a là une grande différence politique et culturelle.

### Animatrice

J'ai trouvé intéressant que tu nous montre que les espaces du commun peuvent être parfois ceux qui étaient pensés dans un second temps et qui peuvent être relégués à la fin. Est-ce une constante que tu observes ?

Finalement qu'est-ce qui motive le commun de la part de ces habitants participatifs ? Est-ce que c'est très trivialement et pas du tout idéologiquement au fond, des questions économiques ? Ou est-ce que c'est bien cette envie de partage, de faire ensemble et de faire du commun qui motive leur aventure qu'ils engagent ensemble ?

### Pierre Servain

La motivation économique est présente pour tous. Cette idée là que construire son habitat en commun fera que ce soit moins cher et de façon très clair c'est un mauvais calcul. Dans le sens où dans l'habitat participatif il y a toujours une idée de mieux habiter. Cela passe par des conditions écologiques meilleures par exemple, ou alors c'est plus beau, il y a une plus forte exigence pour les architectes et c'est à prendre en compte avec le rapport aux architectes justement car les habitants sont particulièrement exigeants. Et aussi il y a toujours cette question des espaces communs qui sont en plus. Ça veut dire qu'il y a des réductions de budget du fait qu'on puisse grouper des espaces. Il y a cette économie d'échelle là. Quoique c'est en sérialisant qu'on fait de réelles économies alors que dans l'habitat participatif il ne s'agit pas de sérialiser. L'idée c'est de créer du propre, de l'original.

Du coup c'est plus cher en général. En plus, tout ce qui est économisé est réinjecté dans tout ce qui est espace commun, plus écologique, plus beau... D'une certaine manière on peut dire que c'est moins cher dans le sens où c'est mieux habitable pour le même argent mais on a mis le même argent sur la table.

## Question

Yannick Hoffert, architecte et enseignant.

J'ai une question au croisement entre la figure du métier aujourd'hui et de la pédagogie par rapport à ce qui peut émerger notamment dans le nouveau rôle des architectes. En reprenant quelque chose sur la question qui pourrait faire le lien entre deux ou trois interventions et qui questionne la problématique du projet car souvent pour l'architecte, un projet c'est préfigurer quelque chose qui va advenir. Je me rends compte que dans beaucoup de situations on est en train de construire davantage des situations, des situations de projet. Dans une démarche vraiment alter fonctionnaliste je trouve. Le petit exemple que donnait Pierre est assez parlant, sur ce groupe d'habitant qui imagine un espace sans fonction. C'est-à-dire qu'ils laissent l'espace ouvert à une pratique, à une situation qui va fabriquer la fonction dans l'avenir. Par rapport à cette question de la situation, j'ai l'impression que beaucoup d'architectes se mettent dans un rôle dans le montage de situation, une influence plutôt que de résonner en termes de projet. Et du coup la question est aussi tournée vers celle de la pédagogie. Est-ce que, comme on en parlait ce matin, les écoles sont aussi des lieux d'apprentissage d'une nouvelle manière de faire et qui sont des leviers pour cette question du commun.

## Elise Macaire

En 2007 il y avait une table ronde dont le titre était « Le projet comme espace public ». C'est-à-dire qu'il y a un renversement dans la fabrication du projet. C'est le lieu commun, c'est le lieu où l'on va travailler ensemble et c'est un processus, ça renvoie aussi au commun, c'est-à-dire que c'est le lieu de la fabrication où on est dans l'espace commun. C'est le lieu commun le projet. C'est un espace temporel, c'est le lieu commun qui a pour vocation de produire l'espace commun. On l'avait pensé plus en termes d'espace public parce que ça renvoie aussi à l'espace public au sens philosophique. C'est-à-dire le lieu de la fabrication de la cité et le lieu de l'agora. Donc le projet devient aussi le lieu démocratique. Dans la conception du projet il semblerait qu'il y ait une évolution dans ce sens-là.

Après sur les écoles. Il me semble qu'elles sont des lieux où il y a un renouvellement générationnel. C'est là aussi que se fabriquent les innovations. Les étudiants sont extrêmement à l'écoute de ce qui se passe dans la société. Pas forcément tous mais quand même, il y a des choses qui se font dans les écoles d'architecture. Et même le renouvellement

---

générationnel des enseignants participe des mutations au sein de l'ensemble du champ de l'architecture.

### Huques Bazin

Une petite remarque polémique. C'est vrai que nous en recherche-action on critique beaucoup cette notion de projet parce que ce n'est pas le projet en lui-même dans sa capacité à se projeter. On parlait de logique en commun non propriétaire alors qu'elle est devenu une logique technicienne. C'est-à-dire que c'est une couche technicienne qui s'est approprié cette logique de projet. Vous savez c'est comme les gens qui signent à la fin de leur feuille « facilitateur de projet ». Il ne faut surtout pas les croire. C'est d'une certaine manière rendre dépendant de la personne une logique technique et c'est plutôt asseoir un pouvoir technicien. On confond là encore une fois un projet et une méthodologie. C'est-à-dire que si veut réintroduire de la complexité il faut effectivement partir des logiques situationnelles, là où ça construit. Et ensuite on peut toujours se réapproprier la méthodologie. Que ce soit la méthodologie scientifique ou une autre. Bon après tout le monde se sent un peu en danger car si on dit « tout le monde peut être chercheur, tout le monde peut être architecte » les corps de métier respectifs se sentent en danger par cette forme de compétences qui émergent. « Dans nos corps de métier déjà on galère mais en plus voilà ces gens concurrents... » On peut effectivement être dans cette logique propriétaire en entrant ensuite dans une logique collaborative que ce soit aussi la manière de construire une forme géographique. Non, on n'est pas dépossédé de sa compétence et de sa légitimité mais on la met aussi au service d'une forme collective.

### Question

Romain Philoreau étudiant en géographie.

Je trouve qu'on n'a pas trop parlé du territoire des communs et des territorialisations que ça peut avoir. On parlait tout à l'heure de tiers lieux, tiers espaces. La remarque qui est faite sur la situation je la trouve très intéressante car d'un point de vue géographique on peut parler à la fois d'espaces et de lieux qui sont des points. Mais la notion de situation c'est quelque chose qu'on travaille aussi à travers l'espace mais aussi le temps. Le temps qu'on prend, le temps de la collaboration. J'ai un autre point qui me questionne. Ce matin on a parlé du commun, de communauté... Mais en même temps, dans ce que Pierre Servain nous a présenté sur l'habitat participatif c'était super intéressant, ça illustre énormément la situation de qu'est-ce que ça peut être un commun mais tu dis aussi qu'ils se revendiquent comme pas communautaires. Et je m'interroge sur cette question de communauté, communautaire, communautarisme, où est-ce qu'on pose les limites ? Je pense que c'est intéressant de poser ces limites et de formuler clairement ce terme pour savoir où on va



quand on veut faire du commun.

## Question

Jules Desgoutte, musicien, membre du collectif interdisciplinaire ABI/ABO qui travaille dans une friche artistique, la friche Lamartine. On est 55 structures dans moins de 3 000 m<sup>2</sup>.

La question de la communauté on connaît. On fait partie de cette histoire qui a été évoquée rapidement autour des nouveaux territoires de l'art, on est membre du réseau Art factories qui est le réseau porteur de cette appellation qui a vieilli maintenant mais qui avait été pensée comme une trouvaille de com' et les trouvailles de com' vieillissent toujours.

Derrière l'idée ou l'appellation des communicants de nouveaux territoires de l'art il y avait un terme plus analytique, plus scientifique : lieu intermédiaire. Au sens de l'intermédiation comme une capacité à propulser simultanément un ensemble d'acteurs différents comme médiateurs les uns des autres. Ça renvoie à cette discussion que Hugues Bazin avait autour de la notion du tiers et la question de savoir qui parle du tiers, qui parle au nom du tiers. Quand est-ce que le tiers parle lui-même. Ou du moins comment ça se passe, cette question de l'entre deux. Le tiers c'est une troisième chose et l'entre deux c'est pas encore toute à fait ça. Ce sont des problèmes qui nous intéressent au premier chef.

Je voulais juste mentionner deux choses, deux petites précisions.

L'une c'est sur la question des communs et de la notion de communauté. Tout d'abord, pour comprendre l'importance que prend cette approche aujourd'hui je pense qu'on est obligé de passer par le monde anglo-saxon. Quand on parle de l'habitat participatif on voit une différence de culture tout de suite dès qu'on monte un peu au nord. Les communs au pluriel, les *commons*, bien sûr c'est une logique de pensée qui n'est pas très française où le commun se conjugue plutôt au singulier. A la fois ça a une histoire, je ne vais pas la refaire, mais surtout ça répond à une réalité qu'on ne peut pas manquer, c'est celle de la révolution culturelle qu'a induit la culture numérique et un phénomène associé à cette culture qui s'appelle en anglais les nouvelles enclosures. De ce point de vue-là c'est très intéressant d'écouter Stallman - le fondateur de la *Free Software Foundation* qui est le moteur de l'idée du libre au sens informatique du terme, au sens militant du côté de l'univers numérique - parler de ces nouvelles enclosures. C'est cette façon dont des espaces sont en train d'être appropriés qu'on n'avait jamais imaginé pouvoir approprier avant. Ces espaces là ce sont les espaces de la production de contenu et de la connaissance. La possibilité de s'approprier des pans entiers de connaissance. Donc les communs au sens des *commons*, dans la culture numérique, se construisent en particulier contre ces nouvelles enclosures. Comme une manière d'y échapper. C'est-à-dire un peu comme au Moyen-Âge anglais où ce qu'on retient c'est que Robin des bois s'est construit contre l'appropriation des ressources de chasse dans les forêts par les nobles. D'où les communs et la question des communautés. C'est important

de le prendre comme tel et de parler de communautés et d'être capable d'en parler sans réserves en France je pense que c'est un progrès à faire.

Ensuite c'est sur cette question du lieu intermédiaire et du rôle des artistes dans le processus pas très clair de cette ouverture d'un tiers espace qui est un espace commun. Je veux dire que ce qui m'a frappé dans l'intervention d'Elise Macaire c'est qu'on se retrouvait un petit peu dans cette position qu'était décrite par Hugues Bazin, d'être ce tiers dont on parle, sans qu'il parle lui-même. D'un autre côté, je suis souvent convoqué en tant qu'artiste sur le terrain pour être moi-même médiateur d'un tiers pour lequel il va falloir que je parle et sur lequel il faudra que je tiens un discours. Il faudra que j'aies chercher des jeunes par exemple. Il y a là je pense un point extrêmement sensible si on veut parler de quelque chose sans dire n'importe quoi, qu'il faut saisir et qui nous intime de savoir d'où on parle de façon très serrée. On ne peut pas tricher avec ça.

## Question

Je n'ai pas tout compris tout ce que vous avez dit donc je ne vais pas rebondir directement, je suis désolée. Je suis à la chimère citoyenne, un tiers espace dont parlais Hugues tout à l'heure. Je suis également nouvellement étudiante en géographie et j'étais travailleur social. Ce que j'entends dans les différentes choses c'est qu'à la Chimère, c'est un lieu vide et à la fois ça créer un espace où les citoyens viennent y faire ce qu'ils veulent bien y faire. On est là toute la semaine, ils passent et ça créer parfois du projet, parfois ça créer de la discussion, de la rencontre. Dans tout ça il y a différentes strates. Il y a l'idée que la Chimère ne s'est pas construite en disant on va quelque part mais les choses se font en même temps que les rencontres. C'est-à-dire qu'on est dans un processus continu tout en essayant de garder un cap. On est dans une autre logique de se dire, on va avancer et on va voir ce que ça donne en se permettant de réinterroger notre manière de faire. Ça créer aussi des lieux où on se rencontre. Quand on dit « rencontrer » c'est vraiment de croiser des regards et des gens qui par la porte citoyenne ne se seraient jamais rencontrés. J'ai toujours un peu de mal à en parler parce qu'après je reviens à catégoriser ce que je n'aime pas faire. Ça permet à un chef d'entreprise de rencontrer quelqu'un au RSA par exemple, avec des raisons qui les réunissent qui sont complètement différentes aussi. Tout ça c'est très nouveau pour moi.

Je voulais aussi rebondir sur cette idée de transformation de la connaissance. Je reviens à la fac depuis pas très longtemps et ce que je trouve intéressant dans des espaces comme ça c'est que quand on dit qu'on se réinterroge sur soi-même on prend le risque de la relation à l'autre et dans ce risque là on construit d'autres manières d'être en lien et d'autres manières de se penser. Je pense que c'est là qu'il y a de la connaissance autre qui naît. C'est-à-dire que, j'étais très en colère contre le savoir universitaire que je trouvais imposant et à la fois je trouvais que mon savoir à moi en tant que travailleur social j'étais incapable de le porter

ailleurs, et à la fois on prend un risque et ce risque là nous rend vulnérable dans ces espaces tiers. Après le risque il est humain et tout ce qu'on veut mais ça créer une autre manière d'être ensemble, d'autres manières de faire.

### Question

C'est pour revenir sur cette idée de parler des autres. Je suis membre d'un collectif et du coup je suis aussi dans la recherche. On est peut-être aussi dans un monde où on multiplie les positionnements qu'on peut avoir dans les sociétés ou les appartenances. C'est vrai que ça pose un certain nombre de questions du point de vue de la posture... Néanmoins il me semble que ce que ça nous révèle c'est qu'on est soi-même un autre à un moment donné. On a la capacité qu'on peut développer à produire de la réflexion, de l'analyse, en étant soi-même le fruit de cette analyse. Dans la recherche-action on est impliqués aussi dans ces processus de la fabrication de la connaissance collective. La question après, dans des modes de restitution comme ici où en plus on ne peut pas vraiment évoquer les dimensions méthodologiques de la recherche, ça peut aplatir un peu ce type de choses.

### Huques Bazin

Simplement une remarque sur la confusion entre commun, communautaire et communauté. Finalement faire du commun ce n'est pas obligatoirement être dans une communauté au sens culturaliste du terme, c'est-à-dire une forme identitaire, l'appartenance à une même culture, le même métier.... Ça peut être aussi des liens lâches, c'est-à-dire la capacité de créer des correspondances inédites. Aussi bien au niveau territorial, ça veut dire que ce n'est pas obligatoirement des espaces qui sont resserrés qu'au niveau aussi de la compétence, de la pensée.... Avec cette histoire d'habitat participatif, j'ai essayé de relier ça avec mes marchands de rue. Vous me direz, quel rapport ? Moi j'en vois un direct. C'est qu'il y a un problème de collecte de ce qu'on appelle le rebu. C'est quelque chose qui vous appartient par exemple un ordinateur et il appartient à votre domaine privé, c'est un objet, et dès que vous le mettez à la poubelle, le même objet, il peut très bien marcher, ça devient un rebu. Il prend la valeur de « déchet ». Il part de la sphère privée à une sphère intermédiaire avant d'aller à la déchetterie. C'est là où intervient le vendeur. Avant, les chiffonniers, il y avait des espaces du commun, ils pouvaient récupérer en bas des immeubles, des espaces qui étaient ni l'espace public, ni l'espace privé et où l'objet avait un statut intermédiaire entre le privé et le public donc ils pouvaient négocier en bas des cages d'escalier, récupérer les objets.... Moi je vois une liaison directe, c'est ça aussi peut être la pensée du commun, c'est créer cette complexité entre l'habitat participatif, des espaces de récupération, les circuits-courts économiques. Or le problème c'est que cette pensée est plutôt fragmentée. Chacun pense là où il est, son espace du commun. Et c'est là où vient la notion du tiers. Si on place le tiers,

on en fait un objet. Il faut par exemple qu'il y ait des jeunes, ou il faut des immigrés parce qu'il faut qu'on parle des immigrés. Donc là ont réifie. Le tiers c'est ce qui va nous obliger quelque part de convoquer pour penser cette complexité. Et moi, ce vendeur de rue, il va m'obliger à penser le commun en termes de circuit-court par exemple et d'interroger l'habitat participatif ou l'habitat mobile, on a travaillé pas mal au niveau des Roms... Et donc penser aussi l'architecture en ces termes-là. C'est comment réintroduire cette mise en correspondance.

## Pierre Servain

Moi je vais revenir sur cette notion-là de commun et de communauté qui effectivement me parle aussi. En vrai pas du tout dans les termes de ce que vous venez de dire.

En sociologie on dit que la communauté c'est les liens qui a entre des groupes sociaux malgré eux. De toute façon ils font partie d'une même famille, d'une même caste, d'un même ensemble social et ils ne pourront pas le bouger car on ne peut pas changer de communauté. Le commun c'est pas du tout ça, c'est quelque chose de volontaire. Il y a une notion complètement différente. Quand je disais tout à l'heure « projet », c'était vraiment dans le sens « on se projette ensemble, sur un truc particulier ». Ce n'est pas parce qu'on a quelque chose de tous pareil, c'est parce qu'on est tous ensemble sur un truc particulier. Là en l'occurrence ça peut être n'importe quel projet, ça peut être l'habitat participatif mais ça peut être 15 000 autres projets. C'est pour ça que le commun est assez transversal. Après il y a cette question de qu'est-ce qu'on fait ensemble et comment on fait en sorte que ça reste quelque chose qu'on fait ensemble dans le temps. Et ça c'est une sacrée question. Sur l'habitat, quand je parlais tout à l'heure de l'habitat des années 70-80, c'est assez étonnant de voir l'évolution de ces espaces communs dans le temps. Il y a des habitats dans lesquels ces espaces communs ont périçlités. Ils sont devenus obsolètes, ils ne servent plus à rien. Notamment les espaces communs pour les enfants car les enfants ont grandi. Les labos photos parce qu'on ne fait plus de développement photo, et puis il y a des familles qui grandissent, d'autres qui rapetissent. De fait, on peut observer qu'il y a des habitats qui ont maintenu des formes de projet, de toujours se remettre en projet collectivement et il y en a qui ne l'ont pas fait. Il y a donc des espaces communs qui ont été privatisés, explicitement ou implicitement et il y en a qui ont été réaffectés.

## Huques Bazin

Il faut qu'on pense aussi les espaces communs en termes de statut juridique pour les rendre plus autonomes.

## Pierre Servain

La question juridique est énorme pour tout ce qui est habitat participatif. Il y a plein de stratégies. La question de la propriété est très réfléchi. Il y a de multiples réponses dessus. La copropriété est le statut le plus habituel parce que c'est simplement ce qu'il y a de plus simple au niveau des banques qui ont énormément de mal à prêter à un groupe, c'est contraire à la logique des banques pour des questions de garanties financières, de solidarité juridique.... C'est très compliqué pour les banques de prêter à un groupe.

Souvent les groupes d'habitats participatifs se mettent en association mais les banques ne veulent pas entendre parler de ça donc elles se mettent en coopératives ou en SCI (société civile immobilière) ou SCIA ou S3C. Ce qui crée une forme de propriété par une personne morale. Ça signifie que souvent ce n'est pas les gens à titre individuel qui sont propriétaires de leur logement, dans ces cas-là, mais c'est la société. Ce qui veut dire que quand quelqu'un part, ils ne mettent pas leur logement sur le marché parce que la propriété reste aux mains de la société. Il y a quelque chose de l'ordre de la propriété ou de l'ordre de l'appropriable ou inappropriable. Moi je ne me retrouve pas du tout sur cette idée d'inappropriable, je la trouve aberrante. Pour moi il est plutôt question d'inaliénable ou même d'inexpropriable. C'est-à-dire que là quand j'ai parlé de la société pour éviter de faire en sorte que les lots, qui ne sont pas des lots justement, soient extraits, soient mis dans le marché, c'est bien pour que la propriété reste celle de la société qui réunit non pas seulement des gens mais aussi des règles et du sens. C'est pour faire en sorte que ça se pérennise dans le temps.